

France

20/04/2023

Les perspectives d'activité s'assombrissent

Le climat des affaires s'est détérioré en avril en France, à la suite d'une détérioration des perspectives d'activité et de demande. Ce n'est pas de bon augure pour la croissance économique dans les prochains mois. Pour la première fois, les pressions inflationnistes se modèrent nettement.

Le climat des affaires signale un assombrissement des perspectives

Alors que le contexte social est perturbé depuis plusieurs semaines en France, les données du climat des affaires d'avril viennent apporter des éléments importants pour comprendre la situation conjoncturelle de l'économie française à l'entame du deuxième trimestre. Bien que, depuis le début de l'année, l'activité économique française montrait des signes de résilience, il semble que le contexte économique s'assombrisse désormais. Ainsi, le climat des affaires s'est détérioré en avril pour s'établir à 102 contre 103 en mars, un chiffre toujours supérieur à sa moyenne de longue période. Si l'évaluation de la situation actuelle est encore correcte, les composantes de l'indice relatives aux perspectives d'activité, de demande et des carnets de commandes se détériorent nettement, aussi bien dans le secteur des services que de l'industrie. Cela signale une vision beaucoup moins positive des chefs d'entreprises concernant les perspectives pour l'économie française dans les prochains mois, ce qui n'est pas de bon augure pour la croissance économique.

Modération des pressions inflationnistes

La seule bonne nouvelle du rapport est le net repli des prix de ventes prévus par les industriels et les commerçants et le léger repli des prix prévus dans le secteur des services et du bâtiment. C'est la première fois que l'on observe une vraie modération des pressions inflationnistes en France, ce qui laisse penser que l'inflation des prix à la consommation devrait graduellement diminuer au cours des prochains mois. C'est une bonne nouvelle pour la BCE, même s'il est probable que l'inflation en France reste supérieure à celle observée dans les autres pays européens jusqu'à la fin de 2023. Cela s'explique par des « effets de base » moins favorables en France qu'ailleurs, les factures énergétiques des ménages français n'ayant quasiment pas augmenté en 2022 au moment où elles explosaient dans les autres pays. Cela avait permis une inflation bien plus modérée en 2022 en France que dans les pays voisins. À la suite de la hausse des prix du gaz et de l'électricité de 15% début 2023, les factures énergétiques des Français continuent d'augmenter en comparaison avec 2022, alors que dans les autres pays elles ont entamé une diminution progressive, dans le sillage de la forte chute des prix énergétiques sur les marchés internationaux. Nous tablons sur une inflation à 5% en moyenne sur l'année (5.6% pour l'inflation harmonisée).

Croissance faible à prévoir

In fine, les données du climat des affaires indiquent que le rythme de croissance de l'économie française sera probablement très faible au cours des prochains trimestres. Alors que la croissance du PIB a probablement été légèrement positive au premier trimestre, une accélération au deuxième trimestre semble peu probable, compte tenu du contexte social perturbé, du ralentissement économique mondial, de la hausse des taux d'intérêts et de l'inflation toujours très élevée. Une croissance de l'ordre de 0.1% en glissement trimestriel est attendue pour le deuxième trimestre. En outre, pour la deuxième partie de l'année, les perspectives de l'économie française demeurent ternes. Nous prévoyons une croissance de 0.6% en 2023 et de 0.7% en 2024, après 2.6% en 2022.

Charlotte de Montpellier

Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.